

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la  
recherche

MENH1400612D

## **Décret n°            du            relatif aux conditions de recrutement et d'emploi des accompagnants des élèves en situation de handicap et modifiant le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation**

Publics concernés : accompagnants des élèves en situation de handicap et assistants d'éducation.

Objet : conditions de recrutement et d'emploi des accompagnants des élèves en situation de handicap. Modalités d'engagement d'assistants d'éducation pour assurer le remplacement temporaire d'un enseignant absent ou pour faire face à une vacance temporaire d'emploi d'enseignant.

Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret est pris pour l'application de l'article 4 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014. Celui-ci crée dans le code de l'éducation un nouveau chapitre consacré aux accompagnants des élèves en situation de handicap et fixe les conditions générales relatives à leur recrutement et à leur accès à un contrat à durée indéterminée, ainsi qu'à l'exercice de leurs fonctions.

En outre, ce décret modifie le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation afin de permettre à un assistant d'éducation d'assurer le remplacement temporaire d'un enseignant absent ou de faire face à une vacance temporaire d'emploi d'enseignant dans les conditions fixées par la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 351-3, L. 916-1, L. 916-2 et L. 917-1 ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 5134-19-1 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 81-535 du 12 mai 1981 modifié relatif au recrutement de professeurs contractuels ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°

84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 modifié fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation ;

Vu le décret n° 2007-1915 du 26 décembre 2007 pris en application de l'article L. 811-2 du code de l'éducation et fixant les conditions de recrutement et d'emploi des étudiants au sein des établissements publics d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de l'éducation nationale en date du ;

## **Décrète**

### **Titre Ier**

#### **Dispositions applicables aux accompagnants des élèves en situation de handicap**

##### **Article 1**

Les dispositions du titre premier du présent décret sont applicables aux accompagnants des élèves en situation de handicap recrutés au titre de l'article L. 917-1 du code de l'éducation susvisé pour accomplir, dans les établissements d'enseignement et dans les écoles, sous la direction des autorités chargées de l'organisation du service, des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap.

##### **Article 2**

Les accompagnants des élèves en situation de handicap sont recrutés parmi les candidats titulaires d'un diplôme professionnel dans le domaine de l'aide à la personne.

Sont dispensés de la condition de diplôme les candidats qui justifient d'une expérience professionnelle de deux années dans le domaine de l'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap ou de l'accompagnement des étudiants en situation de handicap, accomplis, notamment, dans le cadre d'un contrat conclu sur le fondement de l'article L. 5134-19-1 du code du travail susvisé.

##### **Article 3**

Lorsque la prescription de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées correspond au moins à l'année scolaire, le terme du contrat conclu à ce titre est fixé au 31 août.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, lorsque le recrutement de l'accompagnant résulte d'un besoin de remplacement, le contrat est conclu pour la durée de l'absence.

##### **Article 4**

Les accompagnants des élèves en situation de handicap peuvent être recrutés à temps complet ou à temps incomplet.

### **Article 5**

Outre les mentions prévues à l'article 4 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le contrat précise les fonctions pour lesquelles l'accompagnant est recruté, ainsi que les établissements ou écoles dans lesquels il exerce.

### **Article 6**

Le contrat à durée indéterminée prévu au sixième alinéa de l'article L. 917-1 est conclu par le recteur d'académie.

### **Article 7**

Le travail des accompagnants des élèves en situation de handicap se répartit, dans le respect de la durée annuelle de référence prévue à l'article premier du décret du 25 août 2000 susvisé, sur une période d'une durée de 39 à 45 semaines.

### **Article 8**

Les accompagnants des élèves en situation de handicap qui ne sont titulaires d'un diplôme professionnel dans le domaine de l'aide à la personne, suivent une formation d'adaptation à l'emploi incluse dans leur temps de service effectif. Ils peuvent en outre bénéficier, sur leur temps de service effectif, de la formation nécessaire à l'obtention du diplôme.

### **Article 9**

Les accompagnants des élèves en situation de handicap recrutés par contrat à durée indéterminée bénéficient au moins tous les trois ans d'un entretien professionnel. Les accompagnants des élèves en situation de handicap engagés depuis plus d'une année par contrat à durée déterminée peuvent également bénéficier d'un entretien professionnel. Les dispositions de l'article 1-4 du décret du 17 janvier 1986 susvisé relatives à l'entretien professionnel, au compte-rendu et à la demande de révision du compte-rendu leur sont applicables.

Un arrêté du ministre en charge de l'éducation nationale fixe les modalités d'organisation de l'entretien professionnel, les critères à partir desquels la valeur professionnelle des accompagnants des élèves en situation de handicap est appréciée au terme de cet entretien, ainsi que le contenu du compte-rendu.

### **Article 10**

Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'éducation nationale et de la fonction publique définit le traitement minimum et le traitement maximum des accompagnants des élèves en situation de handicap.

### **Article 11**

Lors de son premier engagement en contrat à durée déterminée, l'accompagnant est rémunéré conformément à l'indice minimum de l'espace indiciaire délimité par l'arrêté prévu à l'article 10.

### **Article 12**

La rémunération des accompagnants des élèves en situation de handicap fait l'objet d'un réexamen au moins tous les trois ans, notamment au vu des résultats de l'entretien professionnel prévu à l'article 9 ci-dessus. Elle peut évoluer à l'intérieur de l'espace indiciaire

prévu à l'article 10 et selon les modalités définies par le recteur de l'académie d'exercice. Les modalités ainsi définies sont présentées au comité technique académique.

### **Article 13**

Les accompagnants des étudiants en situation de handicap sont recrutés dans les conditions prévues par le décret n° 2007-1915 du 26 décembre 2007 susvisé.

## **Titre II**

### **Dispositions modifiant le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation**

#### **Article 14**

Le décret du 6 juin 2003 susvisé est modifié comme suit :

1°) Dans l'article 1<sup>er</sup>, le quatrième et le dixième alinéa sont supprimés.

2°) Dans l'article 3, la deuxième phrase du premier alinéa est supprimée.

3°) Il est inséré un article 7 bis ainsi rédigé :

« Le contrat de l'assistant d'éducation peut être interrompu avec l'agent pour lui permettre d'être recruté temporairement en qualité de professeur contractuel selon les modalités fixées par le décret n° 81-535 du 12 mai 1981 modifié relatif au recrutement de professeurs contractuels pour assurer le remplacement d'un fonctionnaire pour faire face à une vacance temporaire d'emploi conformément aux dispositions de l'article 6 quater ou de l'article 6 quinquies de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

La durée de l'interruption est limitée à celle de l'exercice des fonctions d'enseignement.

A l'issue de son engagement en qualité de professeur contractuel, l'agent est réemployé sur son précédent emploi jusqu'au terme de son contrat d'assistant d'éducation. »

#### **Article 15**

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales, la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait, le

Par le Premier ministre

Manuel VALLS

Le ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche

Le ministre des finances et des comptes  
publics

Benoît HAMON

Michel SAPIN

La ministre des affaires sociales

La ministre de la décentralisation, de la  
réforme de l'Etat et de la fonction publique

Marisol TOURAINE

Marylise LEBLANCHU

Le secrétaire d'Etat au budget

La secrétaire d'Etat chargée des personnes  
handicapées et de la lutte contre l'exclusion

Christian ECKERT

Ségolène NEUVILLE

Projet